

Lorsque l'Europe cherche à se remettre en mouvement

La Nation 31/10 et 1/11/69

« **E**NFIN la porte est ouverte à des pourparlers et à une normalisation progressive des rapports entre Bonn, d'une part, Moscou, Varsovie et Berlin-Est d'autre part. » Ce commentaire de l'éditorialiste du journal yougoslave « Borba », à propos du programme politique du chancelier Willy Brandt, marque le tournant pris par les problèmes européens au lendemain de l'arrivée au pouvoir, en R.F.A., de l'équipe socialiste libérale.

En fait, la marge de manœuvre dont dispose le nouveau chef du gouvernement, élu avec une faible majorité, demeure étroite. C'est ce qui explique d'ailleurs le soin avec lequel M. Brandt et son ministre des Affaires étrangères, M. Walter Scheel, se sont défendus de reconnaître l'Allemagne de l'Est comme un Etat étranger, souverain en droit international. Si le terme « unification », qui apparaît pour certains galvaudé, n'est plus prononcé, les dirigeants ouest-allemands insistent cette fois sur le « rapprochement » des deux partis de l'Allemagne, en vue de faciliter la création d'un ordre pacifique en Europe. Pour M. Brandt « une politique réaliste doit partir des réalités ».

Mais ces réalités, quelles sont-elles aujourd'hui ? Pour l'Allemagne, elles se traduisent par la nécessité, vingt-quatre ans après la fin de la guerre, d'établir un modus vivendi avec ses voisins européens. La vie quotidienne entre nations en a

d'ores et déjà tracé les grandes lignes. C'est ainsi que Bonn est le principal partenaire commercial de la R.D.A. en Occident, comme il est déjà l'un des plus importants partenaires de l'Union soviétique et de l'ensemble des démocraties populaires. Deux d'entre ces dernières, la Yougoslavie et la Roumanie, ont noué avec la R.F.A. des liens diplomatiques que, pour sa part, l'U.R.S.S. a établis dès la création de la République fédérale. En outre, un problème humain se pose avec une acuité accrue au fil des ans, celui de la dispersion des familles originaires de l'Allemagne de l'Est et dont un ou plusieurs membres sont partis à l'Ouest.

Faute d'obtenir le traité de paix qui aurait défini « juridiquement » le sort de l'Allemagne, celle-ci cherche à sortir du déséquilibre de fait qui est le sien : devenue la deuxième puissance industrielle de l'Occident, Bonn demeure, sur le plan politique, le « nain » évoqué par certains de ses dirigeants. La première conséquence de la nouvelle attitude qui est celle de l'équipe issue des élections du 28 septembre dernier, sera sans doute de sonner le glas de la « doctrine Hallstein ». Elaborée par M. Walter Hallstein, l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le gouvernement de Konrad Adenauer, avant d'être pendant un certain temps président de la Commission de Bruxelles, cette doctrine voulait que Bonn rompe automatiquement avec les pays reconnaissant Ber-

lin-Est. Elle fut notamment appliquée dans le cas de la Yougoslavie et de Cuba, avant de connaître un certain assouplissement sous le gouvernement Kiesinger-Brandt, à l'occasion de l'ouverture de relations diplomatiques avec Bucarest et Belgrade.

Mais, plus important encore, les réalités allemandes ne font que refléter celles de l'Europe elle-même. Les nations du continent cherchent à sortir du « statu quo » dans lequel les avait enfermées une division née de la guerre selon les impératifs fixés par les deux super grands : l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Cette politique de mouvement est mise en pratique tous les jours par les Européens, comme le confirment la récente visite de M. Schumann à Moscou, celle du président roumain M. Maurer à Bruxelles, ou celle encore de M. Luns à Bucarest. Chacun des intéressés applique la détente dans un cadre et sur des modalités différentes en fonction des intérêts en cause.

Cela est vrai de Moscou et de Washington, qui ont d'ores et déjà amorcé en coulisses le tête-à-tête nucléaire, qui deviendra une réalité officielle le 17 novembre prochain à Helsinki. Les problèmes qui y seront traités, ceux des missiles, anti-missiles, sont aux mesures américaines et soviétiques, alors que les Européens, quant à eux, cherchent à déterminer leur propre évolution indépendamment des deux « blocs » constitués respectivement autour du pôle américain et soviétique.

C'est dans cette perspective d'une Europe européenne que les prises de position du chancelier Brandt devant le Bundestag concernant la coopération franco-allemande ont été qualifiées de « positives » par le porte-parole du gouvernement français. M. Léo Hamon a, en effet, souligné à l'issue du conseil des ministres de mercredi le passage dans lequel le chancelier fédéral déclare que son gouvernement « est disposé à conférer aux liens formels entre les deux pays un caractère d'inviolabilité qui devrait être exemplaire pour les relations entre partenaires européens ».

On peut penser que la recherche de nouvelles relations n'est pas un phénomène propre à l'Ouest. L'Est, de son côté, examine la possibilité d'un tel rapprochement. On en trouve le reflet dans l'accueil fait par les capitales est-européennes aux déclarations de M. Brandt qui, si elles sont empreintes d'une certaine réserve, n'en marquent pas moins l'intérêt qu'elles suscitent. Il en est de même sans doute de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays du Pacte de Varsovie, qui s'est ouverte hier à Prague et qui a inscrit à son ordre du jour l'éventualité d'une réunion sur la sécurité européenne. Encore qu'une telle réunion devra être « dûment préparée », ainsi que l'a précisé M. Schumann à ses interlocuteurs soviétiques.

Lucienne Hubert-Rodier.